

Pour prouver leur engagement

Le G77 et la Chine exigent une preuve écrite des pays développés

Anselme Nkinsi, Depuis Bangkok

A quelques heures de la fin des négociations sur le climat entamées depuis le 28 septembre dernier à Bangkok (Thaïlande), le jeu change. En effet, le G77 et la Chine se disent scandalisés par les manœuvres observées du côté des pays développés qui, en fait, constituent la pierre angulaire du plan d'action de Bali en ce qui concerne la suite réservée aux efforts de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (Ccnucc). C'est ce qu'a affirmé, hier, le responsable d'Oxfam Internationale, Antonio Hill. "A Bangkok, non seulement les pays riches ont essayé de changer les règles du jeu, mais ils ont essayé de changer le jeu lui-même", a expliqué M. Hill. Selon lui, les pays en développement ont raison de crier à l'injustice. Car, il estime que ces manœuvres ne sont qu'une tentative visant à affaiblir les engagements que les pays riches ont pris dans toutes les séries de négociations passés.

«Il y a quinze ans, les pays riches avaient promis de prendre le devant pour faire avancer le débat. C'est dans ce contexte qu'en 2007, à Bali (Indonésie), ils ont réaffirmé que leurs engagements en faveur des pays en développement seraient plus que jamais de nature différente», a encore rappelé l'orateur. Cependant, ici à Bangkok, ils sont devenus un détricotage des fils de ces mêmes accords et essaient de forcer le G77 et la Chine à prendre des mesures qui seraient injustes et contraires compte tenu du fossé observé dans les engagements des pays riches. Qui plus est, la feuille de route de Bali a bien ouvert la voie qui doit conduire jusqu'à Copenhague. Plutôt que de marcher dans cette voie avec les pays en développement, victimes des effets de l'industrialisation, les pays riches proposent aujourd'hui un dangereux passage qui menerait hors de la route.

«Si on continue sur cette lancée, on risque fort de ne pas obtenir un accord mondial à Copenhague », a laissé entendre le numéro un d'Oxfam International. Ce dernier pense que le sommet de Copenhague serait le cadre qui, jusque là, a guidé la coopération internationale face à la menace du changement climatique depuis plus d'une décennie.

M. Hill a dit que tous les pays avaient besoin de savoir comment les nations développées ont défini leur juste part de réduction d'émissions et ce que leurs contributions financières devraient être. «Sans avoir le débat sur la juste part de chaque pays, il n'existe aucun accord mondial», a déclaré M. Hill. Mais ce débat doit commencer pour permettre aux pays riches de prouver s'ils sont prêts à s'engager. "Ce dont nous avons besoin de voir à Bangkok, c'est un débat franc entre les États-Unis, l'Australie, le Canada, le Japon et l'UE sur ce que seraient leurs efforts respectifs, leur juste part aussi bien dans le financement que leur part de réduction des émissions si elles répondent aux risques auxquels les pays en développement sont déjà confrontés.

«Aujourd'hui, la Norvège a conclu ce débat en fixant un objectif de 40% inférieur au niveau de 1990.

Conformément au Plan d'action de Bali, de nombreux pays en développement font déjà leur juste part - en faisant des mesures importantes pour réduire les émissions et ont également prouvé leur volonté de discuter de nouvelles mesures - à condition

que les pays développés leur fournisse un soutien financier et technologique adéquat. L'on se rappellera que lors de la dernière réunion de la Comifac (Commission des forêts d'Afrique centrale) tenue à Kinshasa, en septembre 2009, les participants ont décidé que ce soit ainsi à Copenhague.

Le Mexique a déjà engagé à réduire de moitié ses émissions d'ici 2050. Bien que confrontée à des défis de développement énorme, et avec une grande partie de sa population vivant encore dans la pauvreté, la Chine est un leader mondial dans les investissements énergétiques renouvelables. Ce pays s'est engagé à réduire ses émissions par une marge notable, et a offert un soutien pour aider les pays en développement y compris les petits États insulaires et les pays africains pour s'adapter aux incidences du changement climatique.

"Les actions posées par les pays développés, au cours des deux dernières semaines, sont loin d'augurer de belles perspectives pour l'avenir du climat mondial. Elles sont encore moins acceptables étant donné qu'ils doivent fournir une offre sérieuse sur la finance", a déclaré M. Hill. « Tout le monde sait finalement que Chaque fois que les pays développés parlent de nouvelles mesures que la Chine doit prendre, ils se dérobent de leurs propres responsabilités.